



# Opposition à déclaration préalable

PRONONCE PAR LE MAIRE

Commune de  
La Couarde sur Mer

## DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Dossier déposé le 22 juillet 2022

Par : Madame DOMINIQUE PINAUD

Demeurant à : 17 RUE SCHNAPPER  
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Pour : EXTENSION D UN GARAGE

Sur un terrain sis à : 11 RUE DES SAUNIER  
Cadastré : ZA441

## référence dossier

N° DP 017121 22 E0045

Surface de plancher :

Existante 98,09m<sup>2</sup>

Supprimée m<sup>2</sup>

Créée 7,19m<sup>2</sup>

Totale 105,28m<sup>2</sup>

Destination : Habitation

Logement créé :

## Le Maire,

VU la Déclaration préalable - Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis comprenant ou non des démolitions détaillée ci-dessus,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'arrêté ministériel du 23 octobre 1979 inscrivant l'Ile de Ré à l'inventaire des sites,

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Ile de Ré (PLUi) approuvé le 17 décembre 2019, mis à jour le 15 décembre 2020 et modifié le 30 septembre 2021,

VU l'arrêté préfectoral n° 18-389 en date du 15 février 2018, approuvant le Plan de Prévention des Risques Naturels (Risques Littoraux - érosion côtière et submersion marine - et incendie de forêt) de la commune de La Couarde sur Mer,

Vu l'avis Favorable du Architecte des Bâtiments de France en date du 09 août 2022

Considérant que le projet prévoit l'extension d'un garage au terrain naturel,

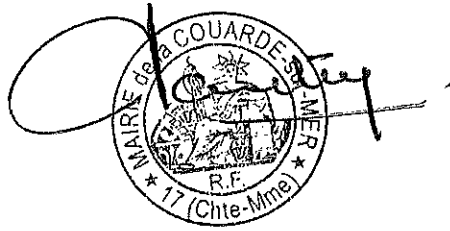
Considérant que l'article 2.7.2.1 de la zone RS3 du PPRN autorise la création ou l'agrandissement d'annexe à la cote court terme de 4.15m NGF

Considérant que le projet contrevient aux dispositions du PPRN

## ARRETE

**Article 1** : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'OPPOSITION.

Fait à La Couarde sur Mer, le 18.08.2022  
Le Maire  
Patrick RAYTON



**La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales le :**

---

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

---

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application internet TELERECOURS CITOYEN, en suivant les instructions disponibles à : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, vous n'avez pas à produire de copies de votre recours et vous êtes assurés d'un enregistrement immédiat, sans délai d'acheminement  
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.